

## **AU FINISH ? PAIX, SÉCURITE ET ÉLECTIONS LOCALES TOUJOURS EN QUESTION AU NORD-KIVU (RDC)**

*par Stanislas Bucyalimwe Mararo*

### **Abstract**

In Kivu, more than two years and a half after the presidential and legislative elections in the Democratic Republic of Congo (DRC) and beyond the mid-term of Joseph Kabila's five-year term of office, there is no light in the sky. Security and peace are still problematic: last year the situation on the ground in North Kivu worsened so much that many people are wondering where the country is heading and especially what the Kinshasa government and the international community – whose presence significantly increased in the same period – are doing. The local elections which should have been the first to be organized are still impatiently awaited. As a consequence, the local populations suffer gravely from the burdens of such failures (death, destitution, and depopulation – or D3) and the post-reconstruction program is far from taking off. To what extent the replacement of Prime Minister Antoine Gizenga from the province of Bandundu, the leader of the PALU/Parti Lumumbiste Unifié, by Adolphe Muzito (October 13, 2008), a member of the same party and a native of the same province, will make a difference, if any? What were (and still are) the ins and outs of Joseph Kabila's decision to allow the Rwandan troops to re-enter the DRC the day of the investiture of the 44th American President, Barack Obama, on January 20, 2009? This study goes through this unending mess by analyzing the role of the international community and that of the Congolese government in the implementation of the failed Amani (Peace) Program as well as the actions of non-governmental organizations involved in various post-conflict reconstruction programs. Mary Kaldor's challenge to different forms of militarism and call for a humanitarian approach as the best way to control the new warfare serves as the guiding line.

### **1. INTRODUCTION**

En août 2008, le programme Amani (un processus de paix séparé pour le Sud-Kivu et le Nord-Kivu) mis en place six mois auparavant fut sérieusement compromis par la résurgence de la guerre, oeuvre du CNDP/Congrès national pour la défense du peuple et des FARDC/Forces armées de la République Démocratique du Congo. L'apogée des atrocités se situe aux mois d'octobre, de novembre et de décembre 2008. Le 20 janvier 2009, jour de l'investiture du 44<sup>ème</sup> président américain (Barack Obama), les troupes rwandaises entraient en République Démocratique du Congo (RDC)<sup>1</sup> avec la bénédiction du président congolais, Joseph Kabila, et de la communauté internationale. De trois bataillons au départ, on passait au nombre de plus de 5.000 militaires (certains parlaient même de 10.000 hommes)

---

<sup>1</sup> Cette opération fut qualifiée par beaucoup de gens (en premier lieu les hommes de loi) d'illégal et d'anticonstitutionnelle. Voir "Entrée des troupes rwandaises en RDC : Cacophonie au sein des institutions", *Le Potentiel*, Kinshasa, le 22 janvier 2009.

quelques jours après. Entretemps, Kigali annonçait l'arrestation de Laurent Nkunda au Rwanda et Joseph Kabila déclarait la fin de la guerre.

Cette énième guerre a permis au Rwanda d'obtenir de la RDC des concessions et au président Joseph Kabila de consolider davantage son pouvoir en évinçant son allié clé et rival potentiel, Vital Kamerhe, et à la suite de l'« affaire Vital Kamerhe », en neutralisant le Parlement (Chambre basse). Alors qu'en février 2009, les officiels congolais et ceux de la MONUC clamaient que l'opération *umoja wetu* (FARDC-FDR-CNDP-MONUC versus FDLR) avait réussi à 80 % et qu'en avril 2009 ils déclaraient « *la fin de l'existence des groupes armés* », on entend aujourd'hui dire que la traque des FDLR doit continuer à être menée tantôt par les FARDC et la MONUC (sous le drapeau de l'opération Kimya II), tantôt par le concours du Rwanda : « *New operations against the FDLR have to be prepared more carefully. An effective anti-FDLR strategy cannot be implemented without Rwandan support* »<sup>2</sup>. Avec cette logique, on est très loin du bout du tunnel. En fin de compte, on constate que plus de deux ans et demi après l'investiture de Joseph Kabila en tant que président élu ou au-delà du mi-chemin de la législature actuelle, l'odeur de la guerre au Kivu est omniprésente et les deux armées rwandaise et ougandaise continuent ou sont appelées à continuer à opérer officiellement en RDC. Voilà le nœud gordien de la crise de l'Est de la RDC.

## 2. ÉTAT DE LA QUESTION

À l'issue des affrontements entre les troupes du CNDP et les FARDC à Kanombe (Rutshuru) en août 2008, on a enregistré des réactions opposées. Le gouvernement de Kinshasa et la MONUC, représentés respectivement par le vice-amiral Didier Etumba et Alpaha Sow, en faisaient un incident de parcours et affichaient même un satisfecit quant au progrès du Programme Amani<sup>3</sup>. Mais, les populations de Rutshuru qui vivent la guerre au quotidien n'étaient pas de cet avis car, quelques jours après cette déclaration pompeuse, elles se sont attaquées à la MONUC pour la troisième fois depuis juillet 2006<sup>4</sup>. Même l'Ambassade américaine à Kinshasa reconnaissait à l'époque la gravité de la situation quand elle fit une mise en garde aux citoyens américains à trois reprises (janvier 2008, avril 2008 et juillet 2008) en les invitant à ne pas se rendre à Goma et dans ses pourtours, l'exception étant faite aux agents en mission. Même ceux-ci devaient avoir une autorisation préalable pour s'y rendre. Au lieu de prendre vite fin, la guerre a gagné une ampleur telle que le Parlement national fut même empêché de fonctionner normalement. Sur le terrain, elle a entraîné un drame humanitaire sans précédent : plus de 2 millions

<sup>2</sup> ICG, *DR Congo: Five Priorities for a Peacebuilding Strategy*, Africa Report no. 150, Nairobi/Brussel, 11 May 2009, p. I.

<sup>3</sup> «Alpha Sow : Les forces de la MONUC à Rutshuru sont en état d'alerte maximum», *RadioOkapi.net* du 29 août 2008.

<sup>4</sup> «Rutshuru : manifestations de colère pour la paix», *RadioOkapi.net* du 3 septembre 2008.

de déplacés internes en décembre 2008<sup>5</sup> contre plus de 700.000 en octobre 2007, et insécurité croissante autour de leurs camps (ex. Kiwanja, Rutshuru-centre, Kibati, Mugunga, Ngungu, Lushebere, Rubaya), nombre toujours inconnu de morts. Les troupes rwandaises qui sont venues rejoindre les éléments du RCD-Goma et du CNDP au Nord-Kivu à partir du 20 janvier 2009 compliquent encore davantage la double équation de la paix et de la sécurité. La situation sur le terrain est devenue plus confuse que jamais : « *Pour éclairer les Congolais sur l'identité de ces nouveaux bandits (coupeurs de route, auteurs d'incendies des maisons en territoires de Lubero et de Beni), le gouvernement, le Parlement doit diligenter des enquêtes sur le terrain. Absolument* »<sup>6</sup>. Malgré cet imbroglio militaro-politique local, les discours en faveur de la reconstruction ne tarissent pas et les programmes mis au point viseraient deux objectifs concomitants ou séquentiels : « *meet people's critical needs for safety, food, shelter and (by doing so) enable them to have access to resources and reconstruct their lives following the emergency* »<sup>7</sup>. Dans ces programmes conçus de loin, les dynamiques populations de cette contrée qui, avant la guerre, vivaient dans l'abondance et du fruit de leur labeur ne sont pas associées ou le sont très peu ; elles subissent une situation qui les réduit au statut de mendiant et d'assisté. L'autre côté de la médaille est qu'il n'y a pas de démarcation claire entre ce que le président du Business Humanitarian Forum, John J. Maresca, appelle d'une part le « *business philanthropy* » et de l'autre côté le « *business investment* »<sup>8</sup>. Bref, autant il y a, au Nord-Kivu, un lien entre les forces militaires et la répression politique, autant il y a un lien entre l'humanitaire ou la reconstruction post-conflit et la prolifération des affaires.

Ces différentes contradictions expliquent l'impasse actuelle en matière de sécurité. La présente étude revient sur ces contradictions et examine quelques voies susceptibles d'y remédier. Parmi ces voies, la plus fondamentale à laquelle les autres devraient venir se greffer est celle que Mary Kaldor propose. Après avoir décrit les caractéristiques et stratégies de différentes formes du militarisme actuel (« *informal or privatised armed forces, new Americanism or casualty-free wars, neo-modern militarism, and protection force or peace-keeping/peace-enforcement* », elle conclut : « *Perhaps the most hopeful approach to the contemporary problem of controlling war, nowadays, is not through arms control but through the extension and application of international humanitarian law (the laws of war and human rights law)... Therefore taking seriously humanitarian law is one way of controlling the new warfare... Taking a humanitarian approach would*

<sup>5</sup> Ce chiffre fut avancé par le gouvernorat de la province du Nord-Kivu : « Drame humanitaire au Nord-Kivu : 2 millions de déplacés déjà », Goma, le 4 décembre 2008, [http://www.provincenordkivu.org/drame\\_humanitaire.html](http://www.provincenordkivu.org/drame_humanitaire.html).

<sup>6</sup> « La Une. Paix fragile à l'Est. Le spectre d'un nouveau complot », *Le Potentiel*, n° 467, du 13 mai 2009.

<sup>7</sup> JOST, C., KATSOMYA, A., *Livestock and Livelihood 2003 Project. Final Report on Findings*, Objectives 1 and 3, December 16, 2004, p. 9.

<sup>8</sup> MARESCA, J. J., « The role of the private sector in post-conflict reconstruction », *Refugee Survey Quarterly*, Vol. 22, no. 4, 161-164, 28 March 2003.

*outlaw netforce (informal or privatised armed forces) and would restructure legitimate, i.e. state, military forces from classic war fighting tasks to a new and extended form of protection force»<sup>9</sup>. En plus de l'impérieuse nécessité de mettre fin au pillage des ressources naturelles de la RDC, c'est de ce côté qu'il faut commencer pour ramener la paix et la sécurité en utilisant convenablement ce double instrument, à savoir les lois de la guerre et des droits humains*

### 3. PROGRAMME AMANI (PA)

Cette première section porte sur quatre points principaux : (1) la présentation du PA tel qu'il a été présenté par ses géniteurs (conception, structures et acteurs officiellement impliqués) ; (2) l'analyse des positions et des actions des groupes armés visés dans le programme DDR (Disarmament, Demobilisation and Reintegration) ; (3) l'attitude du gouvernement de Kinshasa face au camp du refus du PA ; (4) l'attitude de la communauté internationale face au camp du refus du PA ; (5) la question des FDLR, l'ombre et l'équation rwandaises en RDC.

#### 3.1. Conception, structures et acteurs

Le PA a été créé par l'ordonnance présidentielle n° 08/008 du 2 février 2008 et ce pour une durée de six mois. Il a été conçu comme cadre et instrument du suivi des accords de Nairobi I (novembre 2007) et de l'Acte d'engagement de Goma (23 janvier 2008). Son but déclaré est « la sécurisation, la pacification et la stabilisation du Nord et du Sud-Kivu »<sup>10</sup>. Etant donné son but, le PA s'identifie souvent à la Commission technique mixte Paix et Sécurité (voir infra). En tant qu'instrument du suivi, il fut doté d'organes aux compétences spécifiques :

- Au niveau national (articles 5 à 17)

- (1) Le Comité de pilotage (membres : ministre d'État chargé de l'Intérieur, Sécurité et Décentralisation et président du Comité de pilotage ; ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale ; ministre de la Défense nationale et des Anciens Combattants ; ministre de la Justice et des Droits Humains ; ministre des Finances ; ministre du Budget ; ministre des Affaires sociales, Actions sociales et Solidarité nationale ; coordonnateur national du « Programme Amani » et secrétaire permanent du Comité de pilotage).
- (2) L'Unité de Coordination présidée par un Coordonnateur national assisté de 4 coordonnateurs nationaux adjoints qui président chacun une des commissions suivantes : Commission technique mixte Paix et

<sup>9</sup> KALDOR, M., "Beyond Militarism, Arms Races and Arms Control", Brooklyn, *Social Science Research Council*, December 8, 2001, p. 14, [http://www.ssrc.org/sept11/essays/kaldor\\_text\\_only](http://www.ssrc.org/sept11/essays/kaldor_text_only).

<sup>10</sup> EYENGA, S., "Retombées de la Conférence de Goma : Kabila crée le Programme Amani pour la sécurisation des deux Kivu", *Le Potentiel*, n° 4240, du 6 février 2008.

Sécurité qui comprend deux sous-commissions : Sous-Commission militaire mixte et Sous-Commission humanitaire et sociale ; Commission technique Pacification et Réconciliation ; Commission technique de Stabilisation et Reconstruction ; Commission technique des Finances et Projets.

- (3) Le cadre de concertation (membres : représentants des institutions de la République et représentants de la Communauté internationale ou des partenaires au développement).

- Au niveau provincial (articles 18 à 23)

- (1) Comité provincial de gestion présidé par le gouverneur
- (2) Commissions provinciales
- (3) Cadre provincial de concertation
- (4) Coordination provinciale de la Sous-Commission militaire mixte.

Les acteurs internationaux impliqués dans le PA constituent la « Task Force Internationale » (TFI) autrement appelée Facilitation internationale. La TFI dont la durée du mandat n'est pas bien définie a été mise en place en janvier 2008 conformément aux accords de Nairobi I (novembre 2007) et d'Addis-Abeba (décembre 2007). Sa création coïncidait avec l'organisation de la Conférence dite de paix de Goma. Y sont représentés les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Belgique, le Canada, l'Afrique du Sud, l'Union européenne, l'ONU, l'Union africaine et la SADC/Southern African Development Community. On utilise côte à côte les termes de communauté internationale, MONUC et Facilitation internationale pour souligner trois groupes d'acteurs extérieurs distincts dans l'application du PA. Mais, dans la réalité, cette distinction n'est pas si nette que cela. Comme aux temps de la transition et de l'immédiat après transition où elle orientait et coordonnait la politique internationale en RDC à partir de Kinshasa par l'intermédiaire de son diplomate, William Swing, président de la MONUC et du CIAT (Comité international pour l'accompagnement de la transition (2002-2007) ou celui que les Congolais appelaient à l'époque « gouverneur général du Congo », Washington joue le même rôle à l'Est de la RDC, cette fois-ci par l'intermédiaire de son Consul à Goma (Nord-Kivu) depuis janvier 2008. Ce qui laisse penser que la TFI est le CIAT bis. Le PPRD, le RCD et le CNDP ont obtenu une position dominante dans l'application de ce programme car c'est à leurs représentants respectifs (René Abandi, Amiral Didier Etumba, Emmanuel Kamanzi) que revient pratiquement la gestion de la Commission mixte paix et sécurité<sup>11</sup>. Cette Commission qui est co-présidée par un délégué du gouvernement et celui de la Facilitation internationale est composée de représentants du gouvernement dont le nombre n'a pas été déterminé ; deux représentants du CNDP et deux représentants des FRF/Forces républicaines fédéralistes contre un seul représentant pour chacun des autres groupes armés.

<sup>11</sup> "Goma : installation des structures du programme Amani", *RadioOkapi.net* du 3 avril 2008.

## 3.2. Positions et actions des groupes armés visés dans le programme DDR

### 3.2.1. *Le camp du oui ou de la « paix sans guerre »*

Ce camp est composé de groupes *mayi-mayi*, notamment les Patriotes résistants congolais (PARECO) créés au lendemain de la signature de l'accord sur le mixage par Kinshasa et Kigali en janvier 2007 et consécutivement à l'intégration des militaires rwandais dans le CNDP par le biais de cette opération. Ils « *estiment que les ordonnances présidentielles de nomination des membres des commissions, signée le 20 mars 2008 font la part belle à leurs ennemis du CNDP* »<sup>12</sup>. Malgré cela, ils ont toujours répondu présents aux différentes rencontres organisées dans le cadre du suivi du PA. En plus, la sensibilisation des groupes armés dans le cadre du programme DDR semble avoir produit quelques fruits au vu du nombre croissant des éléments qui furent brassés au Nord-Kivu et dont certains furent envoyés pour recyclage à Kitona au Bas-Congo. Leur réticence vis-à-vis du désarmement total tient, en grande partie, au fait que le Nord-Kivu est, selon Nicaise Kibel'Bel Oka, confié à l'armée du RCD/pro-Rwanda : « *Au Nord-Kivu, il y avait officiellement deux groupes rebelles à savoir le RCD/Goma mieux structuré politiquement et militairement et le RCD/K-ML de Mbusa Nyamwisi englué dans des conflits de leadership. Le RCD-Goma disposait d'une branche armée, l'Armée nationale congolaise commandée à la fois par des officiers (Tutsi) ayant combattu aux côtés du FPR et par des officiers ex-FAZ. Cette armée trop guerrière disposait aussi d'un arsenal militaire important et de ressources humaines considérables. Le RCD/K-ML avec sa branche armée, l'armée du peuple congolais (APC), était composé plus de politico-militaires que de combattants aguerris. Elle disposait de bataillons ne dépassant pas deux cents hommes. Naturellement, l'APC avait plus d'officiers promus que d'hommes de troupe. En appliquant le principe (un autre piège) de ne permuter (en dehors de la province du Nord-Kivu) que les officiers par manque de moyen, le concepteur de ce principe permit au RCD/Goma de garder sur place tous ses hommes de troupe. Ainsi donc le Nord-Kivu était militairement confié à l'armée du RCD/Goma... Sans peut-être le savoir, le Chef de l'État nomma les commandants de Région militaire. Ceux-ci, à leur tour, établirent des mises en place. Conséquence ? De Goma à Eringeti, tous les commandants des unités sortent de l'ex-rébellion du RCD-Goma. Donc de l'ANC* »<sup>13</sup>. Ce fait a été confirmé par 22 députés nationaux du Sud-Kivu dans une déclaration rendue publique à Kinshasa le 17 janvier 2009 : « *considérant l'ambiguïté des positions et la complicité avérée de certaines autorités de Kinshasa dans l'évolution du processus visant le rétablissement de la paix à l'Est de la RD*

<sup>12</sup> CROS, M.-F., "Nord-Kivu : l'accord de paix menacé", *La Libre Belgique* du 10 septembre 2008 ; "RDC : le processus de paix à nouveau menacé d'enlèvement au Nord-Kivu", Goma, AFP, 28 mars 2008.

<sup>13</sup> *Les Coulisses*, n° 200, Spéciale fin de l'année 2008, p. 3.

*Congo (alinéa 9) ; dénonçons l'acte de charme brandi par le CNDP dans sa déclaration de fin de guerre du 16 janvier 2009, qui n'est autre que de la pure diversion, demandons au Gouvernement congolais de procéder, toute affaire cessante, à la fermeture des bureaux de représentations diplomatiques ouverts à Goma et de conditionner les mouvements des envoyés spéciaux et autres diplomates dans la partie orientale de la RD Congo à l'autorisation préalable des autorités, mettons le Gouvernement central de Kinshasa devant toutes ses responsabilités face à la détérioration de la situation sécuritaire à l'Est de la RD Congo de Kinshasa (alinéa 13) »<sup>14</sup>. Il est clair que la communauté internationale et le gouvernement congolais continuent à accorder un traitement spécial aux groupes armés pro-Rwanda dans le cadre du désarmement et de la démobilisation (opération éminemment politique) des groupes armés congolais. C'est ainsi que, la plupart du temps, le gouvernement de Kinshasa négocie d'abord et sous l'œil vigilant de la communauté internationale avec le CNDP. Après avoir conclu le «deal» à deux, les autres groupes armés sont embarqués dans le bateau.*

### **3.2.2. *Le camp du refus ou de la paix par les armes***

D'abord, Laurent Nkunda, chef de file de ce camp, met en avant les mêmes revendications que celles de Paul Kagame (éradication des groupes armés hutu rwandais) et celles des Occidentaux (affaire des contrats chinois). Ensuite, bien qu'il ait boudé le programme Amani et qu'il ait déclenché une guerre meurtrière, Laurent Nkunda fut choyé par toutes les instances internationales (ONU, Union européenne et Union africaine). Olusegun Obasanjo (ancien président nigérian) et Benjamin Mkapa (ancien président tanzanien), Louis Michel (Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire) ont fait la navette entre Kinshasa (Joseph Kabila), Kigali (Paul Kagame) et Jomba (Laurent Nkunda). En plus de la neutralité douteuse de ces acteurs extérieurs choisis pour négocier et superviser le dernier virage dans le règlement du conflit congolais, il y a un autre problème majeur souligné par Rigobert Kanduki : « *L'autre alibi est la protection des Tutsi au Nord-Kivu. Depuis le début de l'occupation de Rutshuru, le monde entier a vu des milliers de Congolais sur les routes. On n'a pas vu les Tutsi que Nkunda voudrait protéger et qui sont en danger d'extermination par les FDLR. Là où on verrait Nkunda attaquer les fameux FDLR, on le voit attaquer les FARDC, violer et mutiler les sexes des femmes congolaises, brûler les maisons des Congolais* »<sup>15</sup>. Ce sont ces paradoxes entretenus qui permettent de comprendre la dérive à laquelle les accords de paix ont conduit et les dangers qu'elle représente pour l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays.

<sup>14</sup> MUHIGIRWA, C. *et al.*, "Déclaration des députés nationaux du Sud-Kivu face à la détérioration de la situation sécuritaire à l'Est de la RD Congo", Kinshasa, le 17 janvier 2009 ; *La Conscience*, Kinshasa, le 22 janvier 2009.

<sup>15</sup> KANDUKI, R., "Des jeunes massacrés à Rutshuru par Nkunda", *Beni-Lubero Online* du 7 novembre 2008.

Les obstacles posés par ce camp du refus sont nombreux. D'un côté, on se heurte à la présence des militaires rwandais et burundais dans les rangs du CNDP et au refus du retour négocié des combattants hutu rwandais par Kigali. De l'autre, on fait face à l'intransigeance du CNDP et des FRF qui veulent être traités de manière particulière par rapport aux autres groupes armés. Entre février et août 2008, le CNDP a rarement participé aux réunions de la Commission technique mixte Paix et Sécurité dont il assume pourtant la vice-présidence : « *Malumalu : moi, jusqu'à présent, je peux dire que tous les groupes signataires des actes d'engagement, en dehors du CNDP, sont en train de travailler dans le cadre du plan de désengagement et sont partie prenante des missions de reconnaissance* »<sup>16</sup>. Même si le président du PA, l'abbé Malumalu s'est refusé de parler de l'attitude des FRF/Forces républicaines fédéralistes, celles-ci se sont abstenues de participer aux réunions de concertation organisées dans le cadre du PA à l'instar du CNDP ; c'est pourquoi, les autres groupes armés du Sud-Kivu ne décollèrent pas : « *Uvira : des groupes armés menacent de ne pas désarmer avant de voir les FRF rejoindre les travaux* »<sup>17</sup>. En clair, le CNDP et les FRF jouent le même jeu ou appliquent les mêmes tactiques d'évitement ou, mieux, de sabotage. L'engagement de paix de Goma signé le 23 janvier 2008 est devenu finalement l'affaire d'une partie des groupes armés congolais ; l'adoption de la loi sur la nationalité et de la « *loi sur l'amnistie pour faits de guerre au Kivu* »<sup>18</sup> est finalement une concession mineure faite par Kinshasa au regard de cette attitude du CNDP et des FRF.

Pour ramener ce camp du refus dans le PA par tous les moyens, Kinshasa a lancé une guerre contre le CNDP ; celle-ci s'avéra être, comme par le passé, une pure diversion. Qu'il s'agisse des affrontements de Sake (janvier 2007), Mushaki (décembre 2007), Kibirizi (septembre 2008), Rutshuru (octobre 2008) ou Rumangabo (octobre 2008), le scénario est toujours le même. Les FARDC attaquent et puis, quelque temps après, elles décrochent en laissant sur place des munitions (parfois des hommes). Ainsi, chaque offensive des FARDC fut une occasion donnée au CNDP pour étendre et renforcer ses positions. Grâce à cette guerre, Laurent Nkunda a obtenu ce qu'il voulait<sup>19</sup> : des négociations directes entre le CNDP et le gouvernement de Joseph Kabila.

<sup>16</sup> « Processus de paix au Nord-Kivu et au Sud-Kivu : Programme Amani, avec ou sans Nkunda », *Le Palmarès*, Kinshasa, le 7 octobre 2008.

<sup>17</sup> *Journal d'Afrique centrale-RDC*, du 1 au 7 décembre 2008, n° 100 ; « Uvira : les FRF confirment leur refus du processus de désengagement » (*RadioOkapi.net* du 3 juin 2009). D'autres groupes armés rivaux dans la région (*mayi-mayi* Yakutumba et *mayi-mayi* de Zabuloni, par exemple) ont évidemment fait de même, « La Une. Les experts de l'ONU sont formels sur le Nord-Kivu. Cache d'armes : le CNDP au banc des accusés », *Le Potentiel*, n° 4687, du 27 mai 2009, point 26.

<sup>18</sup> Elle a été promulguée par le Chef de l'État au mois de mai 2009.

<sup>19</sup> Même s'il est pour l'instant mis en retrait ou hors-jeu, son combat militaire et politique continue avec, d'un côté, la faction dissidente qui lui est restée fidèle et, de l'autre, des personnes-relais, tels que Bosco Ntaganda, Désiré Kamanzi, Jean Munyampenda et consorts, qui sont revenus à l'avant-plan.



Après avoir refusé la présence d'autres groupes armés (groupes mayi-mayi et PARECO) aux négociations de Nairobi II, le CNDP a fini par céder ; mais les régimes de Kigali et de Kinshasa avec leurs parrains euroaméricains peaufinaient un plan secret en marge de Nairobi II et des institutions de la RDC. Ce sont ces tractations en coulisse qui débouchèrent sur l'accord Kigali-Kinshasa du 16 janvier 2009 (accord d'Ihusi à Goma) dont le seul élément connu est l'opération conjointe FARDC-FRD-CNDP-MONUC contre les FDLR. L'application de cet accord secret a non seulement ramené des milliers de soldats rwandais en RDC, mais aussi court-circuité les autres partenaires du gouvernement congolais, à savoir les groupes armés congolais qui ne sont pas pro-Rwanda. Ce court-circuitage était, en fait, la réédition du scénario de Sun City (Afrique du Sud) : après avoir signé un accord, qui le légitimait en tant que chef de l'État, avec certains chefs de guerre dont Jean-Pierre Bemba le 8 avril 2002, Joseph Kabila ignore ces derniers en signant des accords directs avec Paul Kagame (30 juillet 2002) et Yoweri Museveni (6 septembre 2002) ; ceux-ci furent à la base de l'accord global et inclusif (Prétoiria, 17 décembre 2002) dont l'application a conduit à l'impasse actuelle dans le processus de paix, surtout dans la partie orientale du pays. Enfin, Nairobi III qui était prévu pour le 31 janvier 2009 a eu lieu plus tard. Le résultat a été l'accord d'Ihusi/Goma (23 mars 2009). Avant que l'application de cet accord n'atteigne sa vitesse de croisière, l'insécurité a redoublé d'intensité dans les territoires de Beni et de Lubero restés en dehors de la guerre d'août 2008-février 2009, la guerre a resurgi entre les Tutsi Banyamulenge et les Mai Mai et l'opération Kimya II<sup>20</sup> est en train de provoquer une crise humanitaire inquiétante au Sud-Kivu<sup>21</sup>. D'où ce constat amer fait par le journal kinois *Le Potentiel* dans son édition n° 4676 du jeudi 14 mai 2009 : « *Tout se passe comme si à Kinshasa, il n'y avait que des complices. Ou que l'on n'est pas du tout à la hauteur des hautes responsabilités nationales et régionales. Sinon comment expliquer cette menace interne plus dangereuse que la menace extérieure ? Cette menace intérieure se précise par cet immobilisme du gouvernement qui s'arrête au message officiel comme un simple effet d'annonce et qui pourrait se traduire par un suicide collectif* ».

Dans la foulée de l'offensive du CNDP sur Goma (29 octobre 2008) et face à la colère de la population de la capitale provinciale du Nord-Kivu, le président de la MONUC, l'anglais Alan Doss, qui venait tout droit de New York, déclarait à la télévision : « *Nous ne pouvons pas être partout, dans les arbres, dans les marchés, etc.* ». Ces propos rappellent ceux de son prédécesseur, l'américain William Swing, qui, revenant d'une mission de visite

<sup>20</sup> En mai 1996, le gouvernement Kengo avait organisé l'opération Kimya (silence, calme) pour combattre les Ngilima au Bwito dans le territoire de Rutshuru. On sait que c'est cette opération qui a permis à la guerre dite de Masisi de s'étendre jusqu'au Bwisha et au sud du territoire de Lubero (Rwindi, Kanyabayonga et Kayna) et couvert les dernières incursions de l'APR et de l'AFDL.

<sup>21</sup> « La paix papier des Kivu », *Gabon Echo*, 14 avril 2009 ; ROSTAGNO, D., « Kimya II : la peur revient », *Bulletin de l'EURAC*, mai 2009 ; « Sud-Kivu : des milliers de déplacés inaccessibles pour des actions humanitaires », *RadioOkapi.net* du 22 mai 2009.

aux déplacés de Rutshuru le 31 juillet 2007, déclarait : « *Je comprends les frustrations des populations du Nord-Kivu... En outre, je voudrais aussi insister, une fois de plus, sur une chose importante. Il ne faut pas confondre le rôle de la MONUC et celui du Gouvernement congolais. Nous sommes ici pour appuyer ce dernier, nous ne pouvons pas nous y substituer. Et sincèrement, nous sommes frustrés de ne pas pouvoir faire plus que ce que nous faisons* »<sup>22</sup>. Comment interpréter cette attitude d'éminents responsables d'une Force de maintien de la paix la plus forte depuis, nous dit-on, la création de l'ONU ? En outre, la communauté internationale représentée par la MONUC n'a cessé de déclarer que la neutralisation des seigneurs de guerre qui ne respectent pas l'Acte d'engagement de Goma (23 janvier 2008) relève de la compétence du gouvernement de Kinshasa. N'est-ce pas une démission délibérée étant donné que « *one of the new tasks for peace-keepers is capturing war criminals* »<sup>23</sup> ? L'intransigence de Laurent Nkunda, l'incorporation de Bosco Ntaganda et d'autres criminels de son acabit dans les institutions de la République, le contrôle de tout l'Est de la RDC depuis le Nord du Katanga (au sud) jusqu'à la frontière soudanaise (au nord) par les éléments du RCD-Goma, et plus de deux millions de déplacés internes au Nord-Kivu en raison de la guerre FARDC-CNDP, voilà le bilan du processus de paix imposé en RDC par la communauté internationale. Le silence de la TFI face à une telle situation en intrigue plus d'un et soulève la question du but réel de sa présence à Goma.

### 3.3. FDLR, équation et ombre rwandaises

Depuis juin 2003, plusieurs actions ont été menées collectivement ou individuellement par les différents acteurs impliqués dans le cadre du programme DDRRR (Disarmement, Demobilisation, Repatriation, Reintegration, Reinsertion). Du côté de Kinshasa, on a parlé à maintes reprises de la mise en place progressive des bataillons mixtes dans les zones occupées auparavant par les FDLR : on dénombrait 8 bataillons à la fin du mois d'avril 2008. Leur mission était de « *rétablir la souveraineté de la République démocratique du Congo dans les zones où ils sont déployés* »<sup>24</sup>. Malgré ces avancées, on constatait le regain de la guerre d'information comme aux temps de l'invasion de 1996/1997, avec comme toile de fond les génocidaires hutu qui menaceraient la sécurité du Rwanda et viseraient l'extermination des Tutsi congolais. Et pourtant, les FDLR n'ont attaqué à aucun moment le Rwanda depuis 2000 ; de plus, ce ne sont pas elles qui ont contraint les populations de Masisi, Rutshuru, Kalehe et Nyiragongo à fuir si massivement leurs villages ; ce sont plutôt les FARDC, la MONUC, et le CNDP qui, dans ce qui fut appelé un affrontement décrété par Joseph Kabila, en sont les principaux auteurs. L'affrontement FARDC/MONUC vs CNDP (octobre 2007-décembre 2008) et

<sup>22</sup> Verbatim de la Conférence de presse du RSSG, M. William Swing, à Goma, Goma, le 30 juillet 2007.

<sup>23</sup> KALDOR, M., *op. cit.*, p. 11.

<sup>24</sup> *RadioOkapi.net* du 28 avril 2008.

la levée d'une opération quadripartite (FARDC-FRD-CNDP-MONUC) en janvier-février 2009 contre les FDLR n'ont pas tenu compte du fait que le Rwanda a d'autres visées en RDC. Selon Z'Ahidi Ngoma (ancien président du Comité exécutif du RCD et ancien vice-président de la RDC dans le gouvernement de transition), « *la guerre que connaît la RDC n'est pas la guerre d'une rébellion, mais l'agression du territoire congolais par le Rwanda* »<sup>25</sup>. Il donne pour preuve le fait qu'aucun diplomate étranger mandaté concernant cette question n'arrive à Kinshasa sans passer d'abord par Kigali. Et quand Goma était sur le point de tomber en novembre 2008, un diplomate européen avait dit que seule Condoleeza Rice pouvait convaincre Paul Kagame de mettre Laurent Nkunda au pas. C'est pour cela que Paul Kagame a lâché Laurent Nkunda. On comprend que ce sont les Occidentaux qui, sous l'étiquette de la sécurité du Rwanda et de l'Ouganda ou la couverture de la protection de la minorité tutsi, continuent à dicter le cours des événements en RDC depuis 1994. À ce sujet, les députés nationaux du Sud-Kivu sont clairs : « *Dénonçons cette propension dans le chef des certaines puissances internationales, notamment la Grande-Bretagne, les États-Unis d'Amérique et actuellement la France, à vouloir toujours défendre une fausse thèse de minorité tutsi, pourtant largement représentée à tous les niveaux de la vie nationale, et qui est plus armée, met le pays à feu et à sang toutes les fois que ses intérêts l'y poussent ; rappelons que la RD Congo a plusieurs ethnies transnationales mais qu'aucune d'entre elles n'a le droit de recourir à la violence et encore moins de tuer d'autres pour faire valoir un quelconque droit* (alinéa 13 »<sup>26</sup>. Ensuite, l'affaire FDLR<sup>27</sup> dissimule un véritable contentieux inter-rwandais, à savoir la question des réfugiés qui devrait être résolue selon les modalités classiques : négociations, accords, retour des réfugiés, et participation dans la gestion de l'État. D'autre part, on trouve, dans le texte intitulé "The use and abuse of Rwandan refugees in Zaire"<sup>28</sup> qu'à défaut d'y mettre un terme, les faiseurs de paix en Afrique centrale travaillent pour

<sup>25</sup> Cité dans "Le FPR sera responsable du génocide en RDC", *Le Phare*, Kinshasa, le 2 décembre 2008.

<sup>26</sup> MUHIGIRWA, C. *et al.*, *op. cit.*

<sup>27</sup> Les abus (réels et supposés) des FDLR sont quotidiennement dénoncés, surtout ces derniers temps. La réplique d'Emmanuel Niretse à un article de Colette Braeckman sur les FDLR est l'indication que, parfois, la ligne rouge est traversée, c'est-à-dire que les rapports faits sur la situation de terrain sont souvent teintés de désinformation, *Rwanda – Une certaine presse belge. Fait-il vendre son âme et trahir sa déontologie professionnelle dans le seul but de nuire ? Le cas de Colette Braeckman* (Bruxelles, le 2 juin 2009). Le journal kinois *Le Potentiel* va plus loin : « *Malheureusement, plusieurs observateurs disent que les appellations FDLR, LRA, etc. sont devenues comme des paniers à crabes, un fourre-tout où plusieurs sortes d'assaillants se cachent. Le danger est que des forces occultes utilisent ces paniers à crabes pour commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité en se cachant derrière de fausses identités FDLR, LRA, etc.* », *Le Potentiel*, n° 4675, du 13 mai 2009.

<sup>28</sup> ADELMAN, H., "The use and abuse of refugees in Zaire. April 1996 to March 1997", <http://www.stanford.edu/~sstedman/2001/readings/Zaire.htm> ; POURTIER, R., "Les camps du Kivu ou la gestion de l'éphémère", in LASSAILLY-JACOB, V. *e.a.*, *Déplacés et Réfugiés. La mobilité sous contrainte*, Paris, Éditions de l'Institut de recherche pour le développement, 1999, pp. 451-477.

empêcher le retour de ces réfugiés dans leur pays. D'ailleurs, c'est le point de vue des FDLR, qui « *restent convaincues que le problème rwandais est d'essence politique et ne pourra jamais être résolu par la guerre mais plutôt à travers un dialogue direct et franc entre le régime de Kigali et son opposition* »<sup>29</sup>.

En fait, tout a été mis au point (accords de paix) pour que, dans le petit Nord-Kivu – symbole de la guerre en RDC – l'ordre imposé par le Rwanda via l'AFDL, le RCD et le CNDP interposés ne change pas. Albert Kisonga, ancien ambassadeur de la RDC à Bruxelles et fin connaisseur de la politique congolaise, soutient que « *l'opération dite 'Umoja wetu' n'avait rien à faire avec les FDLR. C'est une action de propagande destinée, sur le plan extérieur, à sortir le Rwanda d'une mauvaise passe après que la Suède et la Hollande aient décidé de suspendre leur aide. L'Angleterre elle-même a élevé la voix, malgré que Tony Blair soit conseiller de Kagame. Le Canada a, depuis lors, également décidé de geler son aide. Barack Obama est l'auteur d'une loi votée au Sénat en 2006 prévoyant des sanctions contre toutes les forces ou pays oeuvrant à la déstabilisation du Congo. La menace contre Kigali était donc claire. Sur le plan intérieur, le Rwanda a profité de l'occasion pour étendre sa mainmise sur toute la région du Nord-Kivu habitée par des populations parlant le kinyarwanda. Cette opération permettra de démontrer aux Hutu congolais qu'ils n'ont de salut que sous la bannière rwandaise, de sorte que, le moment venu, ces populations seront appelées à se prononcer d'abord pour leur autonomie et ensuite pour leur rattachement au Rwanda* »<sup>30</sup>.

La guerre qui opposait les FARDC au CNDP (août 2008-janvier 2009) et l'opération *umoja wetu* ou la guerre FARDC-FDR-CNDP-MONUC contre les FDLR (janvier-février 2009) ont contraint la RDC à faire les concessions suivantes dans ce petit laps de temps : retour massif des militaires rwandais en RDC ; légitimation d'un processus de paix séparé pour le Nord-Kivu, signature de l'accord entre le gouvernement et une faction du CNDP le 23 mars 2009, accord qui permet l'entrée du CNDP dans le gouvernement et le commandement supérieur des FARDC en rejoignant ainsi le RCD qui y est trop représenté ; ouverture de l'ambassade rwandaise à Kinshasa ; accord sur le retour de plus de 50.000 réfugiés dits Congolais ; privatisation de plusieurs entreprises publiques. Et pourtant, très peu de choses ont changé sur le terrain : le CNDP continue à contrôler militairement et administrativement (ce sont les gens qu'il a nommés qui dirigent) une grande partie du petit Nord-Kivu, et à faire payer les taxes aux pauvres paysans et camionneurs, perpétrer des massacres et imposer d'autres tracasseries (corvée-portage) ; la vie de misère dans les camps des déplacés continue alors qu'ils s'attendaient à regagner leurs villages. Pendant que le CNDP s'introduit au sommet de l'État et de l'armée nationale, la restauration de l'autorité de l'État dans le Nord-Kivu utile

<sup>29</sup> MBARUSHIMANA, C., Communiqué de presse n° 04/SE/CD/MARS/2009 des FDLR, Paris, mars 2009.

<sup>30</sup> KISONGA, A., *Le futur trouble de la RDC*, Charleroi, 25 janvier 2009.

(hinterland) est toujours une fiction. Le RCD, le CNDP, les groupes armés rivaux (congolais et étrangers) et la MONUC sont les maîtres du terrain.

#### 4. EFFETS DE LA GUERRE ET DU PROCESSUS DE PAIX : OCCUPATION DU PETIT NORD-KIVU

J'ai expliqué suffisamment la stratégie et le processus de cette occupation dans mes deux contributions aux *Annuaire*s 2002-2003 et 2003-2004, respectivement : "L'administration AFDL/RCD au Kivu (novembre 1996-mars 2003). Stratégie et bilan" et "Le TPD à Goma (Nord-Kivu) : Mythes et réalités". En abondant dans le même sens, Patient Ndoole affirmait, au début du mois de juillet 2008, qu'il y avait plus de militaires que de vaches dans les pâturages en territoire de Masisi<sup>31</sup>. Le mouvement des vaches que l'on appelle désormais localement « vaches sans frontières »<sup>32</sup> et celui des « soldats sans frontières »<sup>33</sup> qui n'a jamais cessé depuis le début de l'invasion rwando-ougando-burundaise en septembre/octobre 1996 sont deux traits particuliers qui sont en train de transformer de fond en comble l'ordre démographique, politique, économique et social du petit Nord-Kivu. Human Rights Watch avait, dans son rapport du mois d'octobre 2007, été plus explicite en disant que la question des terres est cruciale pour le retour des réfugiés tutsi congolais contraints de vivre dans des camps de fortune en dehors de la RDC, principalement au Rwanda et en Ouganda. Ceux-ci exigeraient même qu'au cas où leurs terres ne sont pas disponibles, ils puissent s'installer ailleurs. Avec le soutien du TPD et du CNDP, le Parc national des Virunga (PNVI) est déjà dépecé pour l'installation d'une partie de ces gens. En dehors du PNVI, il y a un dépeuplement massif<sup>34</sup> qui résulte à la fois des déplacements forcés et des massacres récurrents : « *RD Congo, l'accord de paix n'a pas mis fin aux meurtres des civils* »<sup>35</sup>. Pendant que ce dépeuplement s'opère, on assiste à l'intensification de l'entrée des Rwandais, voire des Burundais, au Nord-Kivu : en conséquence, « *les possibilités de conflit foncier se précisent, du fait d'une soudaine augmentation des achats des parcelles de terrain par des personnes aisées dans certaines parties du Nord-Kivu, et on note le rapatriement à grande échelle du bétail dans la province, y compris une grande partie qui*

<sup>31</sup> *Syfia Grands Lacs/RD Congo* du 3 juillet 2008.

<sup>32</sup> PALUKU MASTAKI, C. et al., L'implication des communautés locales dans la production du droit et la résolution des conflits fonciers en milieu rural : Cas des territoires de Masisi et de Rutshuru en RDC, Étude juridique n° 2, Goma, Éditions AAP/Aide et Action pour la Paix, avril 2008.

<sup>33</sup> "Les Banyarwanda au Congo. L'identité rwandaise en RD Congo", *Centre d'Information Géopolitique*, 2 octobre 2003.

<sup>34</sup> KABONGO, J.-A., "L'insécurité au Nord-Kivu. Des villages se vident de leurs populations, selon Kemal Sadiki, porte-parole de la MONUC", *Le Potentiel*, Kinshasa, le 12 juillet 2007 ; « Des villages entiers ont été vidés de leurs populations qui convergent vers des îlots privilégiés » : SEMATUMBA, O., *Nord-Kivu : le pire est à venir ?*, Goma, Pole Institute, le 18 septembre 2007. Or la situation a empiré depuis juillet 2007, date de la création du CNDP.

<sup>35</sup> HUMAN RIGHTS WATCH, *Communiqué de presse*, Bruxelles, le 21 juillet 2008.

avait été évacuée avant l'escalade des combats en 2008 »<sup>36</sup>. Cette simultanéité des événements pourrait trouver une explication dans cette description de Mary Kaldor : « *The strategy of new wars is to control territory through political means and military means are used to kill, expel or silence those who might challenge control. This is why the warring parties use techniques of terror, ethnic cleansing or genocide as deliberate war strategies. In the new wars, battles are rare and violence is directed against civilians. Violations of humanitarian and human rights law are not a side effect of war but the central methodology of new wars. Over 90% of the casualties in the new wars are civilians and the number of refugees and displaced persons per conflict has risen steadily* »<sup>37</sup>. Le drame du petit Nord-Kivu qui s'est amplifié depuis les élections présidentielles et législatives de 2006 est l'exemple-type de ces nouvelles guerres qui sont avant tout l'oeuvre des États et des multinationales<sup>38</sup>. Ce point de vue qui est souligné dans les études reprises dans la note précédente est confirmé par d'autres études. La première étude est celle de Roland Pourtier, qui écrit ce qui suit : « *La fièvre du coltan a correspondu à la période de l'occupation du Kivu par les militaires rwandais et burundais. Pour le Rwanda, la perpétuation de la confusion favorise son entreprise de peuplement, ses positions économiques dans la commercialisation des ressources minières et son influence politique* »<sup>39</sup>. Dans la seconde étude, Thierry Vircoulon en parle avec la même clarté, mais en insistant sur la duplicité des « faiseurs de paix au Congo » : « *La multiplication des forums régionaux n'a pas produit une intensification du dialogue entre les deux pays qui s'affrontent par seigneurs de guerre interposés dans les Kivu... Loin de constituer une stratégie, l'empilement des bonnes volontés internationales a fini par former un véritable labyrinthe du dialogue où diplomatie officielle et diplomatie officieuse s'entrecroisent, où les intérêts des États prennent le dessus sur le processus de paix et où le système décisionnel international devient opaque... La course aux contrats dans ce pays riche en ressources naturelles a été rouverte entre États, au point de renvoyer le processus de paix au second plan, ou pire de le subordonner aux négociations commerciales. À une période d'envolée des prix des matières premières, la RDC a été l'objet d'une ruée commerciale sans précédent, contraire aux règles prudentielles d'engagement de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) dans les États fragiles et de toutes les déclarations de bonnes intentions au niveau international. Sans grand souci de bonne*

<sup>36</sup> «La Une. Les experts de l'ONU sont formels sur le Nord-Kivu. Cache d'armes : le CNDP au banc des accusés», *Le Potentiel*, n° 4687, 27 mai 2009, point 22. Ce témoignage rejoint ceux du groupe benilubero (3.3) et de Roland Pourtier (voir infra).

<sup>37</sup> KALDOR, M., *op. cit.*, pp. 4-5.

<sup>38</sup> SNOW, K. H., "Proxy Wars in Central Africa. Profits, Propaganda and Luxury Goods for the West. Pacification, Rape and Slavery for the Rest", *Special to World War 3 Report*, July 18, 2004 ; KI-ZERBO, J., *À quand l'Afrique ?*, Dakar, les Éditions de l'Aube, 2005 ; DENAULT, A., ABADIE, D., SACHER, W., *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*, Montréal, Écosociété, 2008.

<sup>39</sup> POURTIER, R., "Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux», *EchoGéo*, du 21 janvier 2009.

*gouvernance, les businessmen des pays parrains du processus de paix et d'autres se sont précipités auprès des autorités nouvellement élues afin d'arracher quelques contrats lucratifs et, de préférence, sans appels d'offres internationaux. Tandis que la Chine et les États-Unis poursuivent leur partie d'échecs mondiale en RDC, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Corée du Sud, Israël, l'Inde et bien d'autres ont été particulièrement actifs et l'indignation belge face à la percée chinoise en RDC traduit l'âpreté de la compétition commerciale. La signature – très commentée du côté occidental – d'un mégatroc de plusieurs milliards de dollars minerais contre infrastructures en septembre 2007 avec la Chine a signalé que la diplomatie commerciale reprenait ses droits en RDC. En plus, un pays pivot de ce processus de paix, la Belgique, a illustré plus que tout autre la perte de cohérence diplomatique après les élections »<sup>40</sup>.*

La militarisation à outrance du Nord-Kivu, le contrôle de la zone frontalière entre la RDC et le Rwanda d'une part, entre la RDC et l'Ouganda d'autre part par les armées rwandaise et ougandaise, leurs groupes armés alliés (RCD, CNDP et autres) servent cette cause. Du point de vue local, c'est un enjeu de taille qui sous-tend l'insécurité actuelle et que l'on élude dans les solutions envisagées jusqu'ici sous le parrainage de la communauté internationale. Comme Yav Katsung Jhosep le dit bien, à défaut de régler les causes profondes et réelles de l'instabilité ou du conflit, on n'aboutit qu'à une paix de façade<sup>41</sup>.

## **5. CONCLUSION : « PAIX PAR LE DIALOGUE » VS « PAIX PAR LA GUERRE »**

En mai 2009, la paix au Kivu demeure une pure illusion et les expressions qui disent cette réalité sont légion. Le drame humanitaire du Nord-Kivu dont on a abondamment parlé au cours de ces derniers mois en est l'une des multiples preuves. Agacé par l'attitude passive de la communauté internationale face à ce drame, le ministre de l'Intérieur et président du Comité de pilotage, Denis Kalume, a fini par demander à la Communauté internationale deux choses afin de parvenir à « une paix sans arme au Nord-Kivu » : agir fermement contre les groupes armés réfractaires à la démobilisation en appliquant le chapitre 7 de la Charte des Nations unies et éviter de mettre sur le même pied d'égalité le gouvernement congolais et le CNDP sur le terrain<sup>42</sup>. L'évolution des choses sur le terrain prouve que ce dernier ne veut pas s'inscrire dans cette logique. Bien plus, l'analyse biaisée de

<sup>40</sup> VIRCOULON, T., Réformer le « peace making » en République Démocratique du Congo. Quand les processus de paix deviennent des systèmes d'action internationaux, Note de l'IFRI. Programme « Afrique subsaharienne », février 2009, pp. 11-13.

<sup>41</sup> YAV, K. J., « Regards croisés sur le début et la fin des opérations militaires RDC-Rwanda et leurs conséquences sur la realpolitik congolaise », *Le Potentiel*, n° 4578, Kinshasa, le 6 mars 2009.

<sup>42</sup> « Goma : le gouvernement demande à la MONUC d'imposer la paix », *Karibu*, n° 112, Bukavu, septembre 2008, p. 12.

ce qui se passe au Nord-Kivu par beaucoup d'Occidentaux notamment les Anglo-Saxons qui sont très nombreux sur le terrain ou font régulièrement la navette ces derniers temps entre Kinshasa, Kigali et Goma, ne fait que brouiller les pistes de la résolution du conflit. Telle est, par exemple, cette déclaration du chef de la diplomatie britannique : « *Le problème de la province du Nord-Kivu est très loin d'être un problème international entre deux pays, le Rwanda et la RDC* »<sup>43</sup>. Une telle déclaration est inacceptable pour quelqu'un(e) qui connaît bien le rôle déstabilisateur et continu du Rwanda dans cette partie du pays depuis septembre 1996.

En marge des discours officiels, certains membres de la société civile et combattants *mayi-mayi* avaient exprimé leur mécontentement pour une simple raison : c'est le favoritisme affiché par le président Joseph Kabila envers le RCD-Goma dans la nomination des membres de différents organes appelés à gérer la Conférence de Goma (janvier 2008) et de différentes Commissions techniques chargées du suivi des recommandations de cette Conférence ou du PA. Malgré cela, rien n'a marché. Au Nord-Kivu, le CNDP de Laurent Nkunda a toujours été, malgré sa position dominante dans ces organes, dans le camp du refus du PA et l'offensive meurtrière qu'il a déclenchée en octobre 2008 lorsqu'il y avait un vide politique à Kinshasa n'était pas fortuite. Cela avait déjà été le cas lorsque la guerre a éclaté pour la première fois à Ntoto en territoire de Walikale le 20 mars 1993. Cette guerre avait permis aux membres et sympathisants du FPR (alors mouvement de rébellion) de prendre le contrôle de l'administration du Nord-Kivu sous le parapluie de Christophe Moto Mupenda (juillet 1993-novembre 1996). La communauté internationale a fait fi

---

<sup>43</sup> *L'Observateur*, Kinshasa, le 19 novembre 2008. Tom Porteous, fonctionnaire du FCO/Foreign and Commonwealth Office (1997-2007), obligé par la frustration de démissionner le 23 mars 2007, donne les raisons de la distorsion des faits ou, mieux, du manque d'objectivité de la part du chef de la diplomatie britannique : « *After Short visited Rwanda in 1998, she quickly came to the view that the West, including the UK, had failed Rwanda during the 1994 genocide in which some 800,000 people, mostly Tutsis, were massacred... During her visit Short observed that the Rwandan government of Paul Kagame (with whom she was immensely impressed and struck up a strong rapport) was still struggling to rebuild the country. The parlous state of the economy meant that it was being denied international finance. She determined to step in with UK assistance. Almost overnight the UK became Rwanda's largest bilateral provider of economic aid – and protector of a government that was already deeply implicated in other regional conflicts, in particular in the RD Congo. Its troops were in control of much of eastern DR Congo and were not above stirring up violent ethnic conflicts in pursuit of Kigali's objectives. In locking the UK a large programme of economic assistance to the new Tutsi-dominated government, Short was also locking the UK into taking Rwanda's side in the wider conflict in the Great Lake region. It was quite possible to argue, as several critics did, that UK taxpayers' money was being used to support Rwanda's abuses both at home and in the DR Congo... Short appeared to believe that it was sometimes necessary to sacrifice human rights for the greater good. As for regional stability, she appeared genuinely to believe that Kagame, like Yoweri Museveni in Uganda, Ethiopia's Meles Zenawi in the Horn of Africa, was a force for good in his region and that his presence in the DR Congo was necessary, justified and stabilizing* » (*Britain in Africa*, London and New York, Zed Books, 2008, pp. 21-23). Hélas, ce cas n'est pas isolé ; il dicte la politique non seulement de la Grande-Bretagne, mais aussi des États-Unis (METZ, S., *Reform, Conflict, and Security in Zaire*, Carlisle Barracks, PA, Strategic Studies Institute, June 5, 1996).



de ce refus faisant pression pour que s'instaure un dialogue entre le gouvernement de Kinshasa et le CNDP. Quand ce dialogue fut en cours (Nairobi II en janvier 2009), la même communauté internationale a fait sortir une autre carte, les FDLR. Entretemps, c'est le même sombre tableau qui continue sur le terrain et que l'on regarde avec le cynisme habituel : le nombre des déplacés s'est accrue jusqu'à plus de 2 millions en décembre 2008 contre un peu plus de 700.000 en octobre 2007, et il y a les morts quotidiennes dont le chiffre reste, pour reprendre les mots d'Eric Badibanga, un mystère<sup>44</sup> ; plus de 150.000 enfants ne sont pas scolarisés pour le seul territoire de Rutshuru<sup>45</sup>, le dépeuplement des natifs de Rutshuru, Masisi et Kalehe continue. Au Sud-Kivu, le plus grand camp du refus est représenté par les FRF, un groupe armé auquel est lié le commandant de la 10<sup>ème</sup> Région militaire à Bukavu, Patrick Masunzu. En plus, la province du Sud-Kivu est piégée par l'opération Kimya II ; tout peut basculer d'un moment à l'autre dans cette province à l'instar de l'opération « Kimya I » (l'histoire se répétant parfois) au Nord-Kivu dont il a été question ci-dessus.

Dans les deux cas, l'impératif de mettre fin au cercle vicieux du mal et de ramener tous les récalcitrants dans le processus de paix, passe inéluctablement par la prise en compte du facteur économique du conflit (ce que les accords de paix ne font pas justement) et la mise à contribution de la justice ou le recours au pouvoir de coercition. Car le dialogue que l'on brandit depuis Lusaka (10 juillet 1999) n'a jamais porté les fruits attendus par le peuple congolais et l'amnistie décrétée en juillet 2007 (pardon non conditionnel) en faveur de Laurent Nkunda et de ses pairs est visiblement devenue une concession sans aucun dividende. Dans ces conditions, que faire concrètement pour aboutir à cette fin ? Du point de vue stratégique et strictement militaire, la communauté internationale devrait aider Kinshasa à reprendre le contrôle de la région frontalière qui s'étend entre les lacs Kivu et Édouard (une distance raisonnable), notamment le triangle Kibumba-Bunagana-Ishasha. Non seulement le CNDP se verrait privé des voies d'approvisionnement en hommes et en armes en provenance du Rwanda et de l'Ouganda, mais aussi et surtout cela limiterait significativement les incursions des armées rwandaise et ougandaise dans cette partie du pays ainsi que les interférences de Kigali et de Kampala dans les affaires internes à la province du Nord-Kivu. Une enquête indépendante devrait être diligentée pour vérifier les allégations de connivence entre certaines ONG qui opèrent dans la région et le CNDP et, si cela se vérifiait, proposer des mesures appropriées pour y mettre fin. Plus importante devrait être l'activation des instruments juridiques, en commençant par traquer les seigneurs de la guerre dits « gros poissons » qui refusent d'intégrer le PA. La réhabilitation de Bosco Ntaganda et son incorporation dans le commandement des FARDC au Nord-Kivu, le retour officiel et fort remarqué de James Kabarebe sur la scène congolaise comme un « homme de paix et de

<sup>44</sup> BADIBANGA, E., *Drôle de guerre au Kivu*, Kinshasa, le 16 octobre 2008.

<sup>45</sup> « Nord-Kivu : Les affrontements forcent 150.000 enfants à ne plus fréquenter l'école à Rutshuru », in *Le Potentiel*, n° 4493, du jeudi 20 novembre 2008.

stabilisation du Kivu» sont des affronts pour de nombreux Congolais. Ce n'est pas seulement une question de légalité et d'honnêteté intellectuelle<sup>46</sup> ; c'est aussi une exigence morale, éthique : le respect de ce que le philosophe britannique, Richard Mervyn Hare, appelle « *the golden-rule consistency condition ... (emphasis put on prescriptivity and universalizability of any action)* »<sup>47</sup>.

Anvers, juin 2009

---

<sup>46</sup> « Justice for the most serious war crimes and crimes against humanity is a necessary component of sustainable peace and reconciliation » (PORTEOUS, T., op. cit., p. 97). Ce point de vue martelé par la Grande Bretagne pour justifier l'appel à la création d'un tribunal pénal international ad hoc pour la Sierra Leone contraste avec la politique menée en RDC : « ne pas toucher aux gros poissons » (WILLAME, J.-C., *Les « faiseurs de paix », au Congo. Gestion d'une crise internationale dans un État sous tutelle*, Bruxelles, GRIP-Complexe, 2007, p. 123), c'est-à-dire ne pas traduire en justice les grands criminels. C'est cette politique qui doit absolument changer. Mary Kaldor fait un plaidoyer qui va justement dans ce sens : « a collective commitment by states, international organisations and civil society to act when individual states fail to sustain these norms (protecting borders against external enemies and upholding the law domestically) and to do so within a framework of international law ». Et cela implique deux choses : « to eschew double standards » et « privilege the political solution to conflicts ... based on global justice » (op. cit., pp. 13-14).

<sup>47</sup> Cité par GENSLER, H. J., SPURGIN, E. W., SWINDAIL, J. C., *Ethics: Contemporary Readings*, New York/London, Routledge, 2004, pp. 117-118.